

Du kémalisme à l'islamo-kémalisme...

jeudi 9 février 2012, par [Jean Marcou](#)

La justice turque vient à nouveau de frapper fort, le 2 février 2012, d'une part, en requérant la prison à vie contre l'ancien chef d'état-major, le général İlker Başbuğ (2008-2010) et, d'autre part, en lançant une enquête contre certaines des activités passées de son prédécesseur, le général Yaşar Büyükanıt (2006-2008). Le premier est en prison, depuis le 5 janvier dernier (cf. notre édition du 7 janvier 2012), accusé d'avoir été l'instigateur d'une campagne de propagande électronique contre le gouvernement. Le second « court toujours » mais pourrait bien connaître un sort similaire, s'il se confirme qu'il est bien l'auteur du fameux mémorandum qui, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le 27 avril 2007, avait été publié sur le site internet des forces armées, afin d'intimider l'AKP et de l'inciter à retirer son candidat, Abdullah Gül (cf. notre édition du 29 avril 2007 - [Arrestation de l'ancien chef d'état-major, İlker Başbuğ](#)). Ces développements électroniques hardis de l'immixtion de l'armée dans la chose publique, dont la seconde version fut en son temps qualifiée de « e-coup » par la presse turque, ne sont donc pas du goût des nouveaux juges turcs.

La période est d'autant plus dure pour ces pachas à la retraite que leurs « glorieux » aînés sont eux-aussi l'objet de « tracasseries » judiciaires, en dépit de leur grand âge. Les seuls survivants du coup d'Etat du 12 septembre 1980, le général Kenan Evren (*chef d'état-major qui se fera plébisciter Président de la République par la suite, et exercera de 1982 à 1989*) et son adjoint le général Tahsin Şahinkaya (*chef de l'armée de l'air en 1980*), tous deux accusés d'avoir « intentionnellement voulu porter atteinte au parlement en lui demandant de se dissoudre et de cesser d'exercer les compétences constitutionnelles qu'il détenait », doivent voir leur procès s'ouvrir le 4 avril prochain.

La chute de ces vénérables casquettes sonne comme la fin d'une époque, celle où le geste d'impatience d'un pacha mécontent, voire une patrouille de chars dans une banlieue d'Ankara, faisaient rentrer dans le rang les gouvernements civils les plus récalcitrants. Interrogé récemment sur ces événements alors qu'il se trouvait en visite officielle à Dubaï, le président Abdullah Gül, qui sait de quoi il parle, puisque sa candidature et la coiffure de sa femme furent en 2007 l'objet de l'ire des pachas (cf. notre édition du 21 août 2007 - [Pas de surprise lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle](#)), a déclaré que ce genre de procès aurait sans doute un effet salutaire de « dissuasion », et ferait réfléchir les généraux qui seraient encore tentés, à l'avenir, de se mêler de politique.

Il reste qu'au moment où le processus de démilitarisation, que connaît la Turquie depuis plusieurs années, semble atteindre un stade suprême, de multiples questions se posent. Car ces nouveaux développements interviennent au moment où le parti au pouvoir n'a jamais été aussi puissant, et où les affaires de complot ne frappent plus seulement les militaires, mais provoquent d'importants dégâts collatéraux dans la presse et les milieux intellectuels.

Plus inquiétant, ces derniers coups de boutoir qui permettent à l'AKP de régler ses comptes avec ceux qui ont cherché à lui interdire la présidence de la République en 2007, et qui ont même tenté, un an plus tard, de faire prononcer sa dissolution (cf. notre édition du 1^{er} août 2008 - [La Cour constitutionnelle turque décide de ne pas dissoudre l'AKP.](#)), n'empêchent pas le gouvernement de ménager les commandants actuels de l'armée turque, et même de se découvrir avec eux (*qui l'eut cru !*) des intérêts communs à protéger. Force est de constater en effet, qu'au cours des derniers mois, le parti majoritaire a pris de plus en plus un profil ankariote (*comprendre : fidèle aux intérêts traditionnels de l'Etat, symbolisés par sa capitale Ankara où se trouvent les ministères et le commandement militaire*). Moins ouvert à l'égard du problème kurde, le premier ministre a volé au secours de l'actuel chef d'état-major lorsque ce dernier s'est fait traiter récemment de « caporal » par le leader du BDP (cf. notre édition du 13 janvier 2012 -

[Erdoğan vole au secours du soldat Özel](#)). En outre, le gouvernement, qui s'était souvent montré sévère à l'égard des bavures de l'armée dans sa lutte contre la guérilla kurde, au cours des dernières années, semble plus compréhensif dans la récente affaire d'Uludere, qui a vu l'armée de l'air bombarder une colonne de villageois qu'elle avait prise pour des rebelles (cf. notre édition du 31 décembre 2011 - [35 villageois kurdes tués par une frappe aérienne](#)).

Plus généralement, si les gouvernants actuels semblent décidés à administrer une bonne leçon à de vieilles culottes de peau, ils ne paraissent pas prêts pour autant à affaiblir à l'extrême une institution militaire qui conserve un prestige certain au sein de l'opinion publique, et encore moins à remettre en cause les fondements mêmes de la République pour des raisons idéologiques. On craignait de ce parti un dérapage islamiste, il semble désormais plutôt enclin à chausser les bottes de ses prédécesseurs. Plusieurs indices surprenants en témoignent. Ainsi si le gouvernement est décidé à lever les derniers obstacles qui gênent l'accès des universités aux élèves des lycées religieux (*imam hatip lisesi*), il ne serait pas décidé à leur ouvrir les portes des académies militaires. Force est aussi de constater que l'AKP s'est tout à fait satisfait du système de la direction des affaires religieuses qui organise un islam d'Etat, et qui est l'un des piliers du système laïque turc. Il est vrai qu'une réislamisation de la société et de l'espace public est nettement perceptible, mais celle-ci reste respectueuse des cadres étatiques établis et ne tend pas à favoriser l'émergence d'un droit ou d'institutions musulmans destinés à se substituer au droit et institutions civils.

Au demeurant la prégnance plus forte de valeurs conservatrices découlant de la religion n'est pas pour déplaire à une armée turque qui, sous l'influence des idées de la synthèse turco-islamique, avait, après le coup d'Etat de 1980, rétabli l'enseignement de la religion à l'école, pour faire le ménage dans la tête des écoliers et éviter qu'ils ne soient influencés à l'avenir par le marxisme, comme avaient pu l'être leurs aînés dans les années 1970... D'ailleurs, certains des cadres de cette armée sont peut-être sensibles au fait que le leader de l'AKP ne répugne plus désormais à exhiber lors de ses discours, non seulement les icônes de son parti (*à commencer par son image*) mais aussi le portrait d'Atatürk, comme il l'a fait, lors d'une adresse à ses cadres, le 1^{er} février dernier. De là à parler d'islamo-kémalisme, comme le font certains commentateurs de la presse turque, dans un sens pas toujours péjoratif, il n'y a qu'un pas...

Sources

Article original publié sur le blog de L'OVIPoT le mercredi 8 février 2012 sous le titre : « [Du kémalisme à l'islamo-kémalisme...](#) »